

Affaires courantes

• (1505)

Le président suppléant (M. DeBlois): M. Milliken propose: Que le projet de loi soit lu pour la première fois et que l'impression en soit ordonnée.

Conformément au paragraphe 69 (1) du Règlement, la motion est adoptée.

(Le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

GESTION DE LA CHAMBRE**ADOPTION DU QUATRE-VINGT-DIXIÈME RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT**

M. John E. Cole (York—Simcoe): Monsieur le Président, avec le consentement de la Chambre, je propose que le 90^e rapport du Comité permanent de la gestion de la Chambre, qui a été présenté plus tôt, soit adopté.

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, nous adopterons cette motion, mais je veux que la Chambre sache que, de ce côté-ci, nous n'avons pas été informés que le gouvernement étudierait cette question aujourd'hui.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS**L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN**

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au nom d'un certain nombre d'habitants de la Colombie-Britannique. Les pétitionnaires craignent énormément que le gouvernement ne tienne pas compte de la demande visant à exempter l'eau dans l'Accord de libre-échange nord-américain.

Ils ont signé cette pétition pour demander au gouvernement de déclarer catégoriquement que l'eau est exemptée, comme on l'a fait pour le poisson non transformé sur la côte est du Canada et les billes brutes.

La Société canadienne des postes

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, j'ai ici cinq pétitions contenant plus de 1 000 signatures d'habitants de Ville St-Pierre dans ma circonscription.

Depuis de nombreuses années, les habitants de Ville St-Pierre avaient un service postal complet, mais on le

leur a supprimé au cours de l'année dernière. À leur avis, ils sont pénalisés injustement parce qu'ils ne bénéficient pas du même service postal que les municipalités avoisinantes.

Dans cette pétition, les habitants de Ville St-Pierre prient le Parlement de demander à Postes Canada de fournir sans plus tarder un service postal complet à Ville St-Pierre.

[Français]

ON DEMANDE D'ENRAYER LA VIOLENCE DANS NOTRE SOCIÉTÉ

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, j'aimerais déposer une pétition provenant de gens de Val-d'Or, Dubouison, Val-Senneville et Senneterre, en Abitibi, qui déclarent que les films de violence à la télévision sont dangereux et, par conséquent, inadmissibles, parce qu'ils incitent à plus de violence.

On y mentionne que tous les jouets qui incitent à des jeux violents sont inacceptables et que leur fabrication devrait être supprimée. Ces citoyens signalent que dans les reportages d'actes de violence, la liberté de presse devrait être limitée et que l'information sur les actes de violence, trop souvent répétée à la télévision sur toutes les chaînes, de même qu'à la radio, peut inciter à d'autres actes de violence identiques. Par conséquent, les pétitionnaires demandent humblement que le Parlement légifère sur les points ci-haut mentionnés pour enrayer la violence dans notre société afin de protéger davantage nos enfants et assurer à tous nos concitoyens et concitoyennes une meilleure qualité de vie.

[Traduction]

LA PEINE CAPITALE

M. Alex Kindy (Calgary—Nord-Est): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter une pétition demandant le rétablissement de la peine de mort pour les personnes trouvées coupables du meurtre d'un enfant. Cette pétition est signée par quelque 10 000 habitants de Calgary.

LES DÉLINQUANTS SEXUELS

M. Alex Kindy (Calgary—Nord-Est): Monsieur le Président, j'ai ici une autre pétition que j'aimerais vous lire. Elle dit ceci: Nous soussignés demandons au Parlement de mettre fin au traitement spécial accordé aux délinquants sexuels trouvés coupables et de les placer avec les autres prisonniers ordinaires. Cette pétition comporte la signature de milliers de personnes.